

Au-delà comment mesurer le

RÉCONCILIER CE QUI COMPTE ET CE QUE L'ON COMPTE

Par Isabelle Cassiers et Géraldine Thiry

On le sait depuis toujours, le produit intérieur brut (PIB) n'est pas un indicateur de bien-être ou de qualité de vie. C'est un agrégat monétaire qui évalue l'activité annuelle d'une nation sur des bases essentiellement marchandes. Toutefois, pendant des décennies, croissance du PIB et progrès des sociétés ont été largement assimilés, comme si la première était une condition nécessaire et suffisante à la réalisation du deuxième. Cette liaison est aujourd'hui amplement remise en cause.

**Si cet indicateur nous égare,
n'y a-t-il pas urgence à en changer?**

De nombreux travaux ont mis en évidence un décrochage de la qualité de la vie en regard d'une croissance continue du PIB: stagnation des indicateurs subjectifs de satisfaction de vie; dégradation des indicateurs de santé sociale et de ceux d'un «bien-être économique» évalué plus finement; et surtout, sonnette d'alarme des indicateurs environnementaux. Récemment, des initiatives de grande envergure (Forum mondiaux de l'OCDE, Commission Stiglitz) ont explicitement posé la question d'un «Au-delà du PIB»: si cet indicateur, utilisé comme moteur des politiques économiques, nous égare, n'y a-t-il pas urgence à en changer? Comme le résume joliment Paul Krugman, quel intérêt d'avoir de la croissance s'il n'y a plus de planète? Alors, comment réconcilier ce qui compte (la préservation de la nature et nos valeurs humaines) et ce que l'on compte (les indicateurs à l'aide desquels on gouverne)?



D.R.



D.R.

Isabelle Cassiers, professeur d'économie à l'UCL (CIRTES et IRES) et chercheur qualifié du FNRS, est aussi membre du Conseil central de l'économie et du Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR).

Assistante à l'UCL (CIRTES et IRES), Géraldine Thiry prépare un doctorat en économie sur les indicateurs alternatifs au PIB. Elle est également membre de FAIR.

Les débats actuels sur ce sujet mettent en évidence trois impératifs:

1. Mesurer des résultats plutôt qu'une production évaluée monétairement: ainsi, les taux d'alphabétisation importent plus que les dépenses d'éducation, qui ne disent rien de leur efficacité. C'est une question de bon sens.
2. Prendre en compte les patrimoines, dans leur diversité: ne plus se contenter de valoriser les flux d'activité et de revenus (ce que fait le PIB) en ignorant les ponctions sur les stocks de richesse, en particulier sur le patrimoine naturel. Il en va de notre responsabilité vis-à-vis des générations futures.
3. Intégrer des questions de répartition: la croissance d'un revenu global peut être très inégalitaire. Un PIB par tête en hausse n'empêche pas certains revenus de baisser, ce qui crée dans la population le sentiment d'être trompé par les chiffres. Équité et représentation démocratique sont ici en jeu.

Remplacer le PIB est un exercice complexe et digne du plus grand intérêt. La complexité n'est pas tant d'ordre statistique: de nombreux indicateurs alternatifs existent déjà, l'inventaire peut en être dressé. Mais chacun d'eux recèle implicitement une vision particulière du progrès. Lequel choisir? Comment construire un consensus? La difficulté de l'exercice réside surtout dans le bousculement des valeurs et comportements sur lesquelles une ou deux générations se sont établies.

La réflexion sur les indicateurs nous mène sur le terrain de nos finalités collectives. On aurait tort d'y voir une question réservée à quelques idéalistes, sous prétexte que la croissance du PIB est indispensable à la création d'emploi, à la survie des entreprises et à la santé des finances publiques. Les temps où toute croissance de l'activité et des revenus était bonne sont révolus. S'y accrocher est un combat d'arrière-garde. Aujourd'hui, l'urgence n'est plus d'élargir le gâteau mais de le cuisiner sans dégâts, d'améliorer sa qualité nutritive et de mieux le partager¹. ■

(1) Pour de plus amples développements, voir *Regards économiques*, à paraître en décembre 2009.

→ www.uclouvain.be/regards-economiques

du PIB: progrès des sociétés?

MESURER LE PROGRÈS: LA QUESTION RESTE ENTIÈRE

Par Raouf Boucekkine

La Commission Stiglitz, mandatée par le gouvernement français pour réfléchir sur la mesure des performances économiques et du progrès social, vient d'enfoncer le clou: oui, le PIB, tel qu'il est conçu et calculé, n'est qu'une mesure partielle et biaisée du progrès économique et social, et du bien-être des individus. Et de proposer toute une série d'amendements à ce vieux concept comptable, et des recommandations pour la construction d'indicateurs moins biaisés avec des soucis fort divers comme celui de la soutenabilité ou de placer l'individu au centre de l'évaluation socio-économique.

Ce faisant, cette commission ne fait que vulgariser un consensus bien établi, quoi qu'en disent certains. Il y a bien entendu des lacunes structurelles dans la conception et le calcul du PIB. Je ne veux en citer ici que deux principales: il ne comptabilise que les activités ayant un lien avec la production, et il ignore les activités non-marchandes. Ces biais sont techniquement et éthiquement dévastateurs si l'on considère la mesure d'un agrégat comme le capital humain, vecteur-clé du progrès humain: le premier pourrait conduire à exclure l'activité d'enseignement en philosophie ou en théologie, et le second à ignorer le temps passé par les parents à éduquer leurs enfants.

Le PIB reste un outil, certes partiel, mais performant pour mesurer l'activité économique courante.

Pour autant, le PIB reste un outil, certes partiel, mais performant pour mesurer l'activité économique courante. Le travail des comptables nationaux, notamment américains, est à ce titre admirable¹. S'il est bien entendu que le PIB ne peut, à lui seul, mesurer le progrès d'une nation et encore moins sa pérennité, cette dernière question reste entière. Après tout, un pays aujourd'hui proche de la banqueroute, comme l'Islande, était, il y a peu, l'un des champions mondiaux en «absence de corruption, en qualité de vie, en indice de créativité... etc.»², en sus de son PIB par tête appréciable.

Si les aspects environnementaux ou institutionnels doivent être massivement incorporés dans l'analyse, tant les questions méthodologiques que normatives restent entières. Pour les premières, trois principes semblent importants. D'abord, il n'est pas souhaitable que l'on tende vers des indicateurs composites, mélangeant gaiement toutes les composantes fort hétéroclites du problème: les hypothèses inhérentes de commensurabilité sont souvent héroïques. Des approches plus modestes restent possibles, comme l'élargissement du concept de capital au capital naturel, mais le programme de recherche induit est loin d'être immédiat.

En second lieu, si l'on doit évoluer vers une batterie d'indicateurs, cette batterie ne doit pas être figée: pour mesurer le progrès, elle doit le suivre avec le délai le plus court possible. Par exemple, le taux de connectivité (à Internet ou via téléphonie mobile), non pertinent il y a vingt ans, est devenu un indicateur important de progrès économique et social.

Enfin, une hiérarchisation contextualisée et révisable de ces indicateurs est souhaitable pour en garantir l'efficacité comme instruments de mesure du progrès et/ou des risques de crises systémiques. Ce qui soulève de nombreuses questions normatives extrêmement épineuses. On comprend dès lors pourquoi la Commission Stiglitz a préféré botter en touche sur ces questions! ■

1. Voir les révisions successives de la méthodologie de calcul du PIB, après la révolution numérique de l'ère Clinton, et le travail ébouriffant de macroéconomistes comme Robert Gordon sur la mesure des prix des biens durables.

2. Extrait d'un rapport du Sénat français, intitulé «Islande: développement économique et protection de l'environnement, une symbiose réussie», juin 2007.

Raouf Boucekkine est professeur au Département d'économie de l'UCL et co-directeur de recherche du CORE.



D.R.